

Préfecture

Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques

Bureau des Installations Classées

N°30731-1

Arrêté préfectoral complémentaire  
de la société E.R.T.P. KERAVIS  
à L'Hermitage

LE PREFET DE LA REGION BRETAGNE  
PREFET D'ILLE ET VILAINE

VU le code de l'environnement et notamment son titre I du livre V ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles R512-31 et R512-33 ;

VU le titre IV du livre V de la partie réglementaire de code de l'environnement ;

VU l'article 4 du décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007 relatif au livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et aux normes de référence ;

VU l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 autorisant la société Entreprise Rennaise de Travaux Publics (E.R.T.P.) KERAVIS à exploiter une installation d'enrobage à chaud de matériaux routiers, sur la commune de l'Hermitage ;

VU la demande présentée le 19 octobre 2011, par la société E.R.T.P. KERAVIS, à l'effet d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de la centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers, située sur le territoire de la commune de l'Hermitage ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2012 ;

VU l'avis exprimé par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 3 juillet 2012 et le courrier de l'exploitant du 18 juin 2012 formulant des observations sur le projet d'arrêté ;

VU le courrier adressé par envoi recommandé et notifié le 9 juillet 2012 par lequel la société E RTP KERA VIS a été invitée à faire valoir ses remarques sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été transmis ;

VU le courrier de la société E RTP KERA VIS adressé par voie électronique le 9 juillet 2012 ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée le 19 octobre 2011, par la société E.R.T.P. KERA VIS, ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R512-33 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral d'autorisation doit être mis à jour afin de prendre en compte cette modification ;

CONSIDERANT qu'il convient, conformément à l'article R512-31 du code de l'environnement, d'encadrer le fonctionnement de cet établissement relevant du régime de l'autorisation, par des prescriptions complémentaires, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1, titre 1<sup>er</sup>, livre V du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que dans des conditions normales d'exploitation l'installation ne doit pas engendrer de nuisance particulière ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci a formulé des observations dans le délai imparti ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1**

*L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :*

La société E.R.T.P. KERA VIS SA, dont le siège social est situé dans la zone industrielle de l'Hermitage, B.P. 22, 35590 L'HERMITAGE, est autorisée à exploiter à la même adresse, une installation d'enrobage à chaud comprenant les activités suivantes :

Rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime de classement
2521-1	<b>Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à chaud</b>	Capacité de production : 240 tonnes/heure	A
1520-1	<b>Dépôt de matières bitumineuses</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes	La quantité totale de matières bitumineuses stockée sera de 760 tonnes, réparties comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintien de 400 tonnes du parc actuel pour stocker le bitume, soit 4 cuves de 90 m<sup>3</sup> et une de 40 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• nouveau parc à liants au sein du futur bâtiment, abritant la nouvelle centrale d'enrobage, comprenant 3 cuves de 80 m<sup>3</sup> et 2 cuves de 60 m<sup>3</sup>, soit 360 tonnes.</li> </ul>	A
2915-2	<b>Procédés de chauffage</b> utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles ; lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides et si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 litres	V = 6 000 litres d'huile diathermique Point d'éclair = 220°C/250°C Température d'utilisation = 180°C	D
2518-b)	<b>Installation de production de béton prêt à l'emploi</b> équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant inférieure ou égale à 3 m <sup>3</sup> .	Le malaxeur présente un volume de 0,9 m <sup>3</sup> .	D
2521-2-b)	<b>Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers à froid.</b> La capacité de l'installation étant supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j.	La capacité de production d'enrobés à froid est de 1 200 tonnes/jour.	D
2515-2	<b>Broyage</b> , concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et <b>autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> . La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Un broyeur mobile de 190 kW sera dépêché sur site par campagne, pour assurer le broyage des déchets non dangereux inertes.	D

2517-2	<p><b>Station de transit de produits minéraux</b> ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.</p> <p>La capacité de stockage étant supérieure à 15 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 75 000 m<sup>3</sup></p>	<p>La capacité de stockage sera de 35 000 m<sup>3</sup> maximum, répartie comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 000 m<sup>3</sup> au nord, pour la future centrale d'enrobage à chaud et l'unité de fabrication de béton et d'enrobés à froid ;</li> <li>• 15 000 m<sup>3</sup> au sud-ouest pour la zone de négoce.</li> </ul>	D
2910-A	<b>Installation de combustion</b> de puissance thermique maximale inférieure à 2 MW	La chaudière au gaz qui sert à réchauffer les cuves de bitume a une puissance thermique de 0,14 MW.	NC
1521	Traitement ou <b>emploi</b> de goudrons, asphalte, brais et <b>matières bitumineuses</b> distillation, pyrogénération régénération, etc., induction, immersion traitement et revêtement de surface, etc., à l'exclusion des centrales d'enrobages de matériaux routiers. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t.	La quantité de matières bitumineuses présente dans l'unité d'émulsion est de 50 litres.	NC
1611	<b>Emploi ou stockage d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide</b> , formique à plus de 50 %, nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 %, phosphorique à plus de 10 %, sulfurique à plus de 25 %, anhydride phosphorique. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes.	La quantité maximale d'acide chlorhydrique à 33 % présente sur le site est de 5,85 tonnes.	NC
2516	<b>Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés</b> ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de stockage étant inférieure à 5 000 m <sup>3</sup> .	Stockage de 80 m <sup>3</sup> de fillers pour la future centrale et de 80 m <sup>3</sup> pour l'unité de fabrication de béton.	NC
1432-2	<b>Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables.</b> Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .	Les liquides inflammables stockés sur site (carburant pour engins : gasoil et gasoil non routier) représentent un volume équivalent de 3,2 m <sup>3</sup> : 2 cuves de carburant de 2 <sup>ème</sup> catégorie, enterrées double peau, avec détection de fuite.	NC
1435	<b>Stations-service</b> : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur à 100 m <sup>3</sup> .	Le volume équivalent, annuel distribué, de carburant de 2 <sup>ème</sup> catégorie, est de 96 m <sup>3</sup> .	NC

2920	<b>Installation de compression</b> fonctionnant à des pressions effectives supérieures à $10^5$ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant inférieure à 10 MW.	Le site ne comporte que des compresseurs à air.	NC
2930-1	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur</b> , y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur. La surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m <sup>2</sup>	L'atelier a une superficie de 750 m <sup>2</sup> .	NC

A : autorisation

D : déclaration

NC : non classable

L'autorisation porte sur les parcelles cadastrées 41 à 49, 51, 57, 86 à 88, 90, 92, 102, 104, 115, 118, 120, 122, 124 et 126 de la section AL du cadastre de l'Hermitage, pour une superficie de 85 947 m<sup>2</sup>.

## **ARTICLE 2**

*L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est complété comme suit :*

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

En particulier :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être convenablement nettoyées ; si nécessaire, arrosées pour éviter tout envol de poussières lors du passage des véhicules ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.

Le site est clos sur la totalité de son périmètre au moyen d'une clôture efficace, dont les portails demeurent fermés à clef en dehors des heures de travail.

## **ARTICLE 3**

*L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié comme suit :*

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, devra être immédiatement signalé à l'inspection des installations classées à qui l'exploitant remettra, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

## **ARTICLE 4**

*L'article 2.6 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié comme suit :*

### **2.4. Arrêt définitif des installations**

Au moins trois mois avant l'arrêt définitif de ses installations, l'exploitant doit adresser une notification au préfet d'Ille-et-Vilaine, conformément aux articles R512-39-1 à R512-39-4 du code de l'environnement. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

## **ARTICLE 5**

*L'article 3 « Prévention de la pollution atmosphérique » de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :*

### **ARTICLE 3. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **3.1. GENERALITES**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé, à la sécurité et à la salubrité publiques, à la production agricole, à la nature et à l'environnement, à la bonne conservation des sites et des monuments.

Le transport des matériaux enrobés s'effectuera par camions bâchés pour limiter les émissions d'odeurs dans les villages proches de la centrale.

#### **3.2. CAPTATION**

a) Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs gênantes sont munies de dispositifs permettant de collecter à la source et canaliser les émissions, dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

b) Ces dispositifs de collecte et canalisations, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou par la réglementation en vigueur.

c) Le point de prélèvement doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ce point doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

d) Les rejets à l'atmosphère sont collectés et évacués après traitement par l'intermédiaire d'une cheminée de 20 m pour permettre une bonne diffusion des rejets.

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale sera de 17 mètres par seconde, conformément au dossier de l'exploitant.

#### **3.3. BRULAGE A L'AIR LIBRE**

Le brûlage à l'air libre est interdit sauf pour les déchets non souillés utilisés comme combustible lors des « exercices incendie ».

#### **3.4. EMISSIONS DIFFUSES**

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières.

Les silos sont munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements.

### 3.5. VALEURS LIMITES DE REJET ET SURVEILLANCE

#### **3.5.1. DEFINITIONS**

a) Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées et, lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène ou gaz carbonique.

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

b) Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

c) 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

d) La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

#### **3.5.2. VALEURS LIMITES DES REJETS**

a) L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

b) Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites suivantes :

<b>Cheminée</b>	
<b>Paramètres</b>	<b>Valeurs limites – Mesures sur gaz humides</b>
Vitesse d'éjection des gaz	$\geq 17 \text{ m/s}$
Poussières totales	$\leq 50 \text{ mg/Nm}^3$
Oxydes de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> )	Si flux > 25 kg/h, concentration $\leq 300 \text{ mg/Nm}^3$
Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> )	Si flux > 25 kg/h, concentration $\leq 500 \text{ mg/Nm}^3$
COV (composés organiques volatils) (en carbone total)	Si flux > 2 kg/h, concentration $\leq 110 \text{ mg/Nm}^3$
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	$\leq 0,01 \text{ mg/Nm}^3$

La concentration en oxygène sera précisée.

c) Si une indisponibilité des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

### 3.5.3. PROGRAMME DE SURVEILLANCE

- a) Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 3.5.2, doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans.
- b) Conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010, le laboratoire agréé effectue ses prélèvements sur une durée d'au moins une demi-heure et chaque mesure est répétée au moins trois fois.
- c) L'exploitant assurera une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement. Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007. Une campagne de mesures de retombées de poussières est réalisée une fois tous les deux ans, en période correspondant à la plus faible hygrométrie annuelle et pendant une période représentative de l'activité (notamment pendant une campagne de broyage). Pour les nouvelles installations, la première campagne de mesures est réalisée dans les douze mois suivant la mise en service.
- d) Par ailleurs, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.
- e) L'exploitant, réalisera sous 3 mois suivant la mise en activité de la centrale, une étude des risques sanitaires, des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage à chaud.

### 3.6. REFERENCES ANALYTIQUES

- a) Les méthodes d'échantillonnage, de mesure et d'analyse sont conformes à celles définies par les réglementations ou normes françaises ou européennes en vigueur.
- b) En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

## ARTICLE 6

*L'article 4 « Prévention de la pollution des eaux » de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :*

### ARTICLE 4. PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

#### 4.1. PRELEVEMENTS D'EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.

Il n'y a pas de prélèvement en eaux de surface, ni en eau souterraine.

#### 4.2. NATURE DES EFFLUENTS LIQUIDES

On distingue dans l'établissement :

- les eaux vannes (sanitaires et lavabos) ;
- les eaux pluviales non polluées et susceptibles de l'être ;
- les eaux d'extinction d'incendie ;
- les déchets liquides.



### 4.3. TRAITEMENT DES EFFLUENTS REJETES

Les eaux vannes sont collectées puis renvoyées dans le réseau public d'assainissement.

Les eaux pluviales ruisselant sur le site (toitures, voirie, aires de stockage extérieures des granulats) sont orientées via un réseau de fossés et de canalisations enterrées vers le bassin d'eau claire du site, d'un volume de plus de 4000 m<sup>3</sup>, avant rejet au ruisseau des mares noires.

Les eaux ruisselant sur les aires de stockage des granulats sont, préalablement à leur écoulement dans le bassin d'eau claire, traitées à hauteur de deux bassins de décantation, pour abattre les matières en suspension.

L'aire de distribution des carburants et l'aire de lavage des engins, sont chacune, reliées à un séparateur à hydrocarbures. Les eaux ainsi traitées rejoignent le bassin d'eau claire.

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie seraient recueillies dans un bassin d'une capacité de rétention de 525 m<sup>3</sup> qui sera créé au nord du site, entre un bassin de décantation et le bassin d'eau claire. Il sera équipé d'une vanne, pour assurer le confinement des eaux polluées. L'exploitant mettra en place une consigne pour assurer la fermeture de cette vanne en cas de besoin et nommera une personne en charge de l'entretien de cet organe de sécurité.

Les déchets liquides (huiles usagées notamment) sont récupérés et remis à un collecteur agréé.

### 4.4. SURVEILLANCE DES REJETS

#### **4.4.1. GENERALITES**

a) Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration.

Tout déversement en nappe souterraine direct ou indirect (épandage, infiltration, puisard,...) total ou partiel est interdit.

b) Les eaux chargées d'hydrocarbures ne devront, en aucun cas, être rejetées sans au moins une décantation et une séparation préalables.

c) La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

d) Sont en particulier interdits les déversements :

- de composés cycliques hydroxylés et de leurs dérivés halogénés ;
- de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs, de saveurs ou de colorations anormales dans les eaux naturelles lorsqu'elles sont utilisées en vue de l'alimentation humaine ;
- de produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

#### **4.4.2. VALEURS LIMITES DE REJET**

Les eaux pluviales seront rejetées dans les conditions suivantes :

Paramètres	Valeur maximale
pH	Compris entre 6,5 et 8,2

Demande chimique en oxygène (DCO)	≤ 30 mg/L
Matières en suspension (MES)	≤ 25 mg/L
Hydrocarbures	≤ 5 mg/L

#### 4.5. PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au § 4.4.2.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques de produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les fûts, réservoirs et autres emballages présents sur le site doivent porter en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger, conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### ARTICLE 7

*Le quatrième paragraphe de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est abrogé.*

*Le tableau de l'article 5.2. Emergence, est modifié comme suit, suite au rachat de la maison de la Hautière par l'entreprise KERAVIS :*

Le site fonctionne selon les besoins des chantiers, sur la plage horaire de 5 h à 20 h. La centrale peut également fonctionner quelques nuits par an selon les contraintes des maîtres d'ouvrage et notamment en ce qui concerne les travaux sur les routes départementales, les routes nationales ou dans le centre de Rennes.

Les émissions sonores provoquées par le fonctionnement des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans la zone où elle est réglementée et qui figure sur le plan joint en annexe.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

*Le point 5.3 Niveaux limites, de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié comme suit :*

Le niveau de bruit global en limite de propriété ne doit pas être supérieur aux valeurs fixées dans le tableau ci-après. Il est déterminé de manière à assurer le respect des valeurs maximales d'émergence précédentes dans la zone où celle-ci est réglementée :

Périmètre en limite de propriété	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
Sur tout le pourtour du site	Jour : de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Nuit : de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
	63	55

*Le point 5.4 Contrôle des niveaux de bruit, de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié comme suit :*

L'exploitant devra réaliser dans un délai de 2 mois suivant la mise en activité de la centrale, puis périodiquement au mois tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émissions sonores générés par son établissement. Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, au point reporté sur le plan annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié, choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas de non conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

## **ARTICLE 8**

*L'article 7 Sécurité, est modifié et complété comme suit :*

*Le premier paragraphe de l'article 7.1. Installations électriques, est modifié comme suit :*

Les installations électriques doivent être conformes aux textes législatifs et réglementaires et aux règles de l'art et doivent être vérifiés annuellement.

*L'article 7.3. Incendie et sécurité, est modifié comme suit :*

L'installation sera pourvue, sous la responsabilité de l'exploitant, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus. Ces moyens comportent au minimum une réserve en eau propre, accessible pour les engins de lutte contre l'incendie, par deux aires de mise en aspiration, présentant les caractéristiques suivantes :

- superficie minimum de 32 m<sup>2</sup> (8 m x 4 m) ;
- portance de 160 kilonewtons ;
- dotées d'une bordure soit en terre ferme, soit en maçonnerie ou en madriers, du côté de l'eau.

*Création de l'article :*

#### **7.4. - Consignes – dispositions diverses**

a) Des consignes précisent la conduite à tenir en cas d'incendie.

Elles sont rédigées de manière à ce que le personnel désigné soit apte à prendre les dispositions nécessaires.

Elles comportent notamment :

- les moyens d'alerte,
- le numéro d'appel du chef d'intervention de l'établissement,
- le numéro d'appel des sapeurs pompiers,
- les moyens d'extinction à utiliser.

Ces consignes sont affichées à proximité du poste d'alerte ou de l'appareil téléphonique ainsi que dans les zones de passage les plus fréquentées par le personnel.

b) Le responsable de l'établissement doit veiller à la formation sécurité de son personnel et à la constitution si besoin d'équipes d'intervention entraînées.

c) Des consignes d'exploitation sont rédigées par l'exploitant. Elles concernent notamment :

- les opérations comportant des manipulations dangereuses,
- la conduite des installations dont le dysfonctionnement aurait des conséquences sur la sécurité publique et la santé des populations (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...).

d) Un plan du site facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours doit être affiché à différents endroits de l'établissement. Ce plan comportera l'emplacement des moyens d'intervention.

### **ARTICLE 9**

*L'article 8 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est abrogé et modifié comme suit :*

#### **ARTICLE 8. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES A LA CENTRALE D'ENROBAGE AU BITUME DE MATERIAUX ROUTIERS A CHAUD**

8.1. En cas de perturbation ou d'incident affectant le traitement des gaz et ne permettant pas de respecter les valeurs visées au § 3.5.2., l'installation doit être arrêtée. Aucune opération ne doit être reprise avant remise en état du circuit d'épuration, sauf dans les cas exceptionnels intéressant la sécurité de la circulation au droit du chantier.

8.2. Les quantités de poussières émises par la cheminée doivent être contrôlées à la mise en route de l'installation, puis tous les ans. Les résultats de contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant la durée de l'autorisation.

8.3. L'installation est aménagée et exploitée de telle sorte que son fonctionnement ne puisse être de nature à créer une gêne pour le voisinage par les odeurs.

8.4. Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation doivent être tenus et laissés à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.5. Il est nécessaire de prendre des mesures d'isolement par l'aménagement d'écrans incombustibles ou de tout autre dispositif d'efficacité équivalente en vue d'éviter que tout incident suivi de feu sur un brûleur d'un générateur de chaleur, ne s'étende aux cuves de stockage des produits bitumineux.

8.6. L'installation doit disposer d'interrupteurs et de robinetteries de sectionnement, en des endroits facilement accessibles, permettant en cas d'incendie :

- l'arrêt des pompes à bitume,
- l'arrêt du dispositif de ventilation,
- l'isolement des circuits de fluide chauffant,
- l'arrêt des convoyeurs de granulats et de fillers.

Ces organes de coupure sont signalés par des pancartes bien visibles.

8.7. Les passerelles permettant d'accéder aux différents appareils de fabrication sont desservies par au moins un escalier ou échelle.

8.8. Des extincteurs doivent être répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En complément de ces équipements, l'installation dispose d'une réserve d'eau disponible dans le bassin d'eau claire, d'un volume de 4000 m<sup>3</sup>, équipé de deux plates formes d'aspiration pour les pompiers. De plus, un poteau incendie est présent sur la voie publique, à moins de 200 mètres de l'entrée de l'entreprise.

## **ARTICLE 10**

*L'article 9 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié et complété comme suit :*

### **ARTICLE 9. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AU DEPOT DE BITUME**

9.1. Le parc à liants sera implanté à une distance minimale de 10 mètres de toute limite de propriété.

9.2. Il sera aménagé de telle sorte que tout déversement accidentel ne puisse se répandre à l'extérieur. Il sera muni d'une cuvette de rétention étanche d'une capacité au moins égale à sa capacité.

9.3. L'ouverture des systèmes d'obturation des orifices d'évacuation des eaux pluviales ne pourra être maintenue que par une intervention nécessitant la présence permanente du personnel. En cas d'évacuation intermittente d'eaux résiduelles, le rejet doit également être conforme aux dispositions du § 4.4.2.

9.4. Des limiteurs de remplissage coupant automatiquement la pompe d'aspiration ou de transfert des produits seront installés sur tous les réservoirs.

9.5. Les moyens de secours contre l'incendie devront comporter au moins 3 extincteurs portatifs de 10 kg, un extincteur sur roues de 50 kg de capacité, prévus pour combattre les feux d'hydrocarbures et un tas de sable meuble de 500 litres avec pelles de projection.

9.6. Il est interdit de pénétrer dans le dépôt avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents sur le bord de la cuvette de rétention avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

9.7. L'éclairage du dépôt se fait de préférence par lampes électriques à incandescence fixes.

9.8. Aucun foyer n'existe à proximité du dépôt.

9.9. Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées.

## **ARTICLE 11**

*L'article 10 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié comme suit :*

### **ARTICLE 10. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX STATIONS DE TRANSIT DE PRODUITS MINÉRAUX SOLIDES**

10.1. Sans préjudice des dispositions énoncées dans le présent arrêté, sont applicables à ces installations les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 (J.O. 175 du 30 juillet 1997) relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2517 de la nomenclature.

Les dispositions qui suivent sont applicables aux deux stations de transit de produits minéraux solides, la capacité de stockage totale étant de 35 000 m<sup>3</sup>.

10.2. Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits minéraux sont munies de dispositifs de captage et d'aspiration permettant de réduire autant que possible les envois de poussières. Le cas échéant, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage.

10.3. Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou être stabilisés pour éviter les émissions et les envois de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ils doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.

10.4. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées de manière à prévenir les envois de poussières. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules sont prévues en cas de besoin.

## **ARTICLE 12**

*L'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est complété comme suit (création d'un article) :*

## PROCEDE DE CHAUFFAGE UTILISANT COMME FLUIDE CALOPORTEUR DES CORPS ORGANIQUES COMBUSTIBLES

a) Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évents.

La qualité et la quantité du fluide utilisé comme transmetteur de chaleur sont périodiquement vérifiées.

b) Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'évents fixés sur le vase d'expansion permettent l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil est constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

En raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients, au règlement sur les appareils à pression de gaz.

c) Au point le plus bas de l'installation, dans le cas d'une centrale fixe, on aménage un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne doit interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduit par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent.

d) Un dispositif approprié permet à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

e) Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximale du liquide transmetteur de chaleur.

f) Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assure l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.

g) Un dispositif thermostatique maintient entre les limites convenables la température maximale du fluide transmetteur de chaleur.

h) Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionne un signal d'alerte, sonore et lumineux au cas où la température maximale du liquide combustible dépasse accidentellement la limite fixée par le thermostat.

i) Un extincteur portatif de capacité minimum de 8 litres est placé à proximité immédiate de l'installation, ainsi que d'autres moyens de secours appropriés tels que seaux de sable et caisses de sable meuble avec pelle etc.

### **ARTICLE 13**

*L'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est complété comme suit (création d'un article) :*

#### **PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'INSTALLATION DE BROYAGE DE PRODUITS MINERAUX NATURELS OU DE DECHETS NON DANGEREUX INERTES**

Ces prescriptions s'appliquent au broyeur qui réalisera les opérations de valorisation des fraises d'enrobés et des matériaux inertes provenant principalement des chantiers de travaux publics de l'entreprise KERAVIS.

Les matériaux inertes pris en charge seront ceux listés par l'arrêté du 6 juillet 2011, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 de la nomenclature des installations classées, à savoir : les bétons, les briques, les tuiles et céramiques, les verres, les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron, les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses. Les matériaux inertes étant ramenés principalement par les camions de l'entreprise KERAVIS, les chauffeurs ont reçu la liste de déchets autorisés et non autorisés.

De plus, des contrôles sur site, au moment du déchargement des matériaux, seront réalisés par l'exploitant.

L'exploitant doit être en mesure de justifier la provenance, la nature et la quantité de déchets reçus sur son site. Un registre ou tout autre moyen de suivi adapté, sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 14**

*L'article 11 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié et complété comme suit :*

La société E.R.T.P. KERAVIS doit également se conformer aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs imposées par le titre III du livre II du code du travail et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre, notamment aux décrets des 10 juillet 1913 modifié (mesures générales de protection et de sécurité) et 14 novembre 1988 (protection du personnel contre les dangers des courants électriques).

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En outre, ce personnel reçoit une habilitation pour le poste qu'il occupe. Ces éléments (formation et habilitation) sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 15**

*Le 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est modifié et complété comme suit :*

Conformément à l'article R 512-68 du code de l'environnement, le changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet d'Ille-et-Vilaine, dans le délai d'un mois qui suivra la prise de possession.

En fin d'exploitation, le bénéficiaire du présent arrêté adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Le mémoire précise les



mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés dans le code de l'environnement et pouvant comporter notamment :

- 1) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que les déchets présents sur le site ;
- 2) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
- 3) l'insertion du site de l'installation dans son environnement ;
- 4) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Au terme de l'exploitation le site sera réaménagé en procédant aux opérations suivantes :

- nettoyage du site et de ses abords ;
- évacuation des résidus d'exploitation ;
- enlèvement des stocks de matériaux restants.

Si l'installation se trouve momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation, le préfet pourra décider que la remise en service soit subordonnée selon le cas à une nouvelle autorisation.

## **ARTICLE 16**

*L'arrêté préfectoral n°30731 du 10 janvier 2001 est complété comme suit (création d'article) :*

### **A – Recours administratif**

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

### **B – Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

## ARTICLE 17

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société E.R.T.P. KERAVIS et à M. le Maire de L'Hermitage.

Rennes, le 12 JUIL. 2012

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

A handwritten signature in black ink, consisting of a long, sweeping horizontal stroke with a small loop at the end, and a shorter, curved stroke below it.

Claude FLEUTIAUX